

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine
Prends la terre paysan.

Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, Boulevard de la Citadelle, 1 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française, l'Avant-garde " servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois 2 francs,

Six mois 4 „

Un an 8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

Quelques mots sur la propriété.*)

De la propriété foncière.

Nous n'apprendrons certainement rien à personne, si nous disons que le sol arable (c'est-à-dire celui que l'on consacre à la production agricole) est actuellement l'objet de deux modes d'appropriation : la propriété foncière et le fermage. Toujours une partie quelconque de ce sol appartient *en toute propriété* à un homme appelé propriétaire ; mais, le plus souvent, ce propriétaire ne cultive pas ce sol lui-même : tantôt il le fait travailler sous ses yeux par des salariés des champs, tantôt il le donne en *possession*, — en fermage, comme on dit, — à des hommes appelés fermiers. Ces fermiers jouissent des fruits que leur travail fait produire à ce sol, mais à la condition de payer, eux travailleurs, aux propriétaires paresseux, une *rente* annuelle qui nourrit et engraisse ceux-ci dans l'oisiveté.

De nos jours donc les deux modes principaux de l'appropriation du sol arable sont la PROPRIÉTÉ FONCIÈRE et le FERMAGE.

Nous nous occuperons d'abord de la propriété foncière.

Les défenseurs de la propriété individuelle du sol, — c'est-à-dire, tous les bourgeois, — appuient leur opinion très-intéressée, sur des arguments qu'ils tirent pour la plupart d'une histoire fantaisiste de cette propriété. Nous dirons d'abord loyalement les principaux de ces arguments, et, nous les réfuterons ensuite. La chose sera facile, car il nous suffira, la science à la main, de rétablir dans sa vérité l'histoire de la propriété foncière.

„La propriété, — disent nos adversaires, — est, comme la liberté un droit naturel, un droit inhérent à la qualité d'homme. Le droit à la liberté suppose en effet la propriété, puisqu'un homme dépourvu de

tout, dont l'existence est à la merci de ses semblables, ne saurait s'appeler un être libre. Cette vérité, l'homme l'a sentie de tous temps, et trouvant jadis des terrains inoccupés, il s'y est établi pour avoir une propriété. De crainte ensuite, que l'on ne vienne lui contester son droit de premier occupant, il se mit bravement à la besogne; ce sol qui n'avait presque aucune valeur, il l'a défriché, fertilisé, cultivé; il ne vaut aujourd'hui que par son travail. Toutes ces considérations ont rendu son droit de propriétaire si clair, si net, si évident aux yeux de tous, que le consentement universel le lui reconnaît; que la société elle-même non-seulement l'a inscrit dans la loi, mais lui permet de disposer de son bien absolument et de le donner à sa mort à ceux qu'il choisit pour ses héritiers.“

Nos adversaires, on le voit, font reposer le droit de propriété, sur le *droit naturel*, le *droit de la liberté*, le *droit de prime-occupation*; sur le *travail*, le *consentement universel*, la *reconnaissance légale*.

Nous allons faire voir, comment on pourrait en quelques mois renverser tout ce pénible échafaudage. Mais comme chacun peut lire dans Proudhon une argumentation sans réplique dans ce sens, nous serons très brefs; nous avons hâte d'aborder l'histoire scientifique de la propriété foncière qui réduira à néant toute cette phraséologie d'avocat.

Nous pourrions dire à nos adversaires :

Si la propriété est un droit naturel, un droit inhérent à la qualité d'homme, tout être qui est un homme ne saurait être dépourvu de toute propriété. Or, le caractère même de la propriété individuelle étant de dépouiller la masse humaine au profit de quelques privilégiés, il faut se prononcer contre la propriété individuelle;

Si le sol, qui touche au monde civilisé, était tel que tout nouvel arrivant trouvât une partie vacante à occuper, nous admettrions peut-être le droit de premier occupant. D'ailleurs, l'histoire nous le démontrera, jamais une partie du sol inoccupée n'a été saisie par un homme isolé;

S'il était vrai, — ce qui est faux, — qu'un homme eut défriché isolément le sol, qu'il l'eut travaillé et fertilisé ensuite, nous reconnaitrions peut-être qu'il a droit au produit de ce sol pendant un certain temps, mais nous ne lui donnerions aucun droit sur la matière même, sur le fonds de ce sol que certainement il n'a pas créé;

Si le consentement universel pouvait établir une vérité nous arriverions à des conséquences absurdes. Il faudrait admettre, par exemple, que les contemporains de Gallilée avaient raison contre lui, et qu'à son époque, le soleil tournait autour de la terre immobile;

Enfin, si à un moment donné, des hommes croyant à la justice de la propriété individuelle se sont

*) Voir les n° 15 et 16 de l'Avant-Garde.

Le droit de la légalisation dans des conventions tout humaines appelées lois, dès que la masse frustrée s'aperçoit de cette injustice, cette masse frustrée a le droit de briser ces lois. Or ceux qui les défendent, — juges, gendarmes, soldats, — vaincus et abattus, le détenteur d'un titre de propriété n'a plus dans les mains qu'un papier noirci, parfaitement inutile.

Nous pourrions dire cela, mais, nous le répétons, nous allons emprunter à l'histoire scientifique de la propriété foncière des arguments d'une bien autre puissance!

(A suivre.)

Allemagne.

(Correspondance spéciale de „l'Avant-garde“.)

Si nous étions de ces hommes qui s'échauffent en présence de succès apparents, nous vous écririons que le socialisme en Allemagne remporte victoires sur victoires. Mais, comme nous savons qu'au jour de l'intervention sérieuse du gouvernement et de l'armée, — échéance fatale, assurément, — notre organisation démocrate-socialiste si vantée, si pronée, si copiée, fera comme le colosse aux pieds d'argile et s'effondrera doucement sur le sol, nous attachons surtout nos regards sur les premiers symptômes d'une organisation vraiment révolutionnaire, et à ce point de vue nous avons le regret de vous dire que cette organisation commencée depuis peu — un an tout au plus — est à peine sortie du germe.

Notre socialisme officiel, que nous nous permettrons d'appeler *légal* jusqu'au jour où il fera un acte quelconque de révolutionnarisme, marche de succès en succès sur le terrain électoral. Non seulement nous sommes parvenus à envoyer au „Reichstag“ une douzaine de députés ouvriers, mais maintenant on commence à combattre la bourgeoisie même dans les élections pour les assemblées qui comme le „Landtag“ saxon sont des assemblées d'Etats particuliers.

Dans ces élections pour les Etats, le vote est soumis à des conditions de „Cens“ qui excluent la plus grande partie de la masse des ouvriers. Le député ouvrier n'est plus qu'un député de la petite boutique, de ce que vous appelez en France, je crois, le parti intransigeant? qu'importe! on peut voter? il faut voter. Au Reichstag on proposera des lois qui seront tout simplement rejetées à l'unanimité par toutes les nuances bourgeoises unies pour cela dans un touchant accord? N'importe! il faut voter.

Nous sommes atteints de la monomanie du vote. Une seule voie semble ouverte au peuple pour son émancipation, et cette voie consiste en ceci: qu'il faut voter pour les démocrates-socialistes. Oui, partout et toujours nous en sommes au vote infaillible; on peut prêcher le vote comme les curés vous prêchent la messe et la communion! On fait participer les ouvriers non seulement aux élections pour les tribunaux de prud'hommes, mais même aux conseils d'Eglise!! (Kirchenrath.)

Quels conseils avantages nous donnent donc tous ces votes, qui en compensent les inconvénients?

C'est un excellent moyen de propagande — nous dit-on. Ne voyez-vous pas que dans ces assemblées on peut parler librement, qu'on peut développer — sans être traduit immédiatement devant les tribunaux — le programme socialiste jusque dans ses dernières conséquences? C'est une erreur. La bourgeoisie ne vous permet pas d'attaquer aussi brusquement qu'on le dit les „institutions consacrées par la tradition et par l'histoire“ et partout il y a des Valentins pour proposer la clôture des débats les jours où les députés socialistes doivent parler. Et d'ailleurs, de tous les discours qu'ont faits Messieurs nos députés depuis dix ans dans les assemblées législatives allemandes il n'en est pas un seul qu'on ne put faire sans plus de danger dans la première réunion populaire venue. Si quelquefois on les laisse parler et qu'ils osent faire imprimer leur discours pour le répandre, la police survient, les tribunaux aussi et on les condamne; M. Bebel a dû s'en convaincre lui-même dernièrement. Admettons que quelquefois les journaux socialistes puissent reproduire ces discours; ces discours seront lus absolument comme le serait un article par les ouvriers plus ou moins socialistes. Les autres ouvriers lisent les journaux bourgeois qui se gardent bien de raconter loyalement ce que disent à la tribune nos socialistes législateurs. Où donc est la propagande promise?

Or, toute cette fantasmagorie coûte à l'ouvrier énormément cher. Les élections ne nous coûtent guère moins de fr. 200,000! que de sueurs les ouvriers ne doivent-ils pas répandre, que de sacrifices les pauvres diables du peuple ne doivent-ils pas s'imposer, pour payer aussi cher un succès qui conduit en réalité à un si mince résultat!

Ensuite que d'hommes que ce mode d'action amène chez nous par l'espoir d'obtenir une position brillante dans ce métier

politique! que d'anciens révolutionnaires qui deviennent modérés au sein de l'existence bourgeoise qu'une place de député leur procure! étonnez-vous maintenant, quand je vous dirai qu'un des chefs principaux du parti, un rédacteur du „Vorwärts“ M. Hasenclever a dit dans une assemblée populaire que si aujourd'hui, il avait même la force de décréter le changement des choses actuelles, *il se laisserait couper la main plutôt que de signer un décret semblable*. Sans doute, nous le savons, ce n'est pas à coups de décret que l'on change une situation; mais si on a la force il faut être bien peu révolutionnaire pour ne pas essayer d'arracher l'ouvrier au patron et au gouvernement le gouverné!

Il n'y a pas jusqu'à ce succès même qui ne soit en partie un danger. Nos bons hommes finissent par se croire infaillibles à tous les points de vue. Le même M. Hasenclever disait dernièrement dans une assemblée socialiste: „Le socialisme scientifique tombe et reste debout avec la théorie Marxiste! que signifient tous ces mots: „Droits de l'homme, fraternité, ... etc.“ En dehors de l'orthodoxie Marxiste point de socialisme scientifique. Heureuse humanité! Le vrai Messie est enfin descendu sur la terre! en dehors de lui impossible de se sauver de la misère éternelle: sans lui pas de Paradis terrestre, comme sans Jésus point de Ciel! Une nouvelle religion est constituée avec son Dieu l'„Etat populaire“ (Volksstaat); son dogme: Werththeorie... etc...; son prophète: Marx; ses grands prêtres: Liebknecht, Hasenclever. Rien ne manque à cette nouvelle religion, pas même les hérétiques qui viennent de surgir aussi en Allemagne sous le nom d'„Anarchistes“ et pour lesquels il est des peines spéciales dont nous parlerons.

Certes, nous ne méconnaissons pas les grands services que Marx a rendu à la science économico-sociale et parmi nous son livre „Das Kapital“ est un livre classique. Mais quand nous songeons à l'entêtement que lui et ses amis ont mis à appliquer, jadis dans l'Internationale, et aujourd'hui en Allemagne, la vieille forme politique du gouvernement des majorités, il nous est impossible de consentir à ce qu'on enferme toute la science sociale dans le cerveau d'un seul penseur, dans un cerveau qui a des coins aussi obscurs que les coins politiques du cerveau de Marx.

A côté, — presque en face, — de ce parti socialiste officiel, il en surgit un autre, ou plutôt l'embryon d'un autre, qui commence à troubler la quiétude de Messieurs nos députés sur leurs fauteuils. Je veux parler des groupes anarchistes. Les chefs du parti régnant disent bien que les ouvriers allemands ne sont pas révolutionnaires, que jamais ils ne comprendront rien à une société sans législation directe, sans gouvernement des majorités... etc., mais eux-mêmes ne croient pas un mot de ce qu'ils disent. Et la preuve c'est que, comme le disait à Gand Monsieur Liebknecht et comme le répètent plus ou moins anéantiment ici nos „hommes officiels“, on est prêt à tout pour anéantir dans l'œuf un parti qui menace et attaque „nos institutions.“

Et, le plus fort, c'est qu'ils essayent de tenir parole. Pour M. Liebknecht, les anarchistes sont des „phrases“, des „petits enfants“, des „ignorants“ voire même des „spirites“ ce qui devient si spirituel que l'on n'y comprend plus rien. A Munich on excite les ouvriers dans les assemblées pour faire jeter les anarchistes à la porte; ici on trouve étrange qu'un anarchiste allemand condamné à un an de prison ose revenir parler en Allemagne et on en conclut qu'il pourrait bien être de la police. A Leipzig, dans une réunion démocrate-socialiste, on discute sérieusement sur la question de savoir si on laissera parler ces anarchistes qui viennent détruire l'organisation du „grand parti socialiste“ qui importent de l'étranger des idées fausses ou qui, comme le disait M. Nauert, commettent cette impardonnable provocation de parler révolutionnairement, de tourmenter les paisibles travailleurs de Leipzig, au lieu d'aller lentement, sagement et piano.“ A Leipzig on a vu même refuser aux anarchistes absolument la parole. Vous pouvez juger devant ce respect pour la liberté, et les efforts que l'on ose faire pour l'étouffer, de ce qu'on serait capable de tenter contre les libertés populaires le jour que l'on serait au pouvoir. Ce jour-là — jour de carnaval s'il en fut — la calomnie endosserait l'uniforme de quelque gendarme nouveau-modèle.

Mais que sont donc ces anarchistes que l'on combat aussi furieusement?

Ces anarchistes allemands sont comme vous des économistes en économie politique, des marxistes même si vous voulez. Mais de même qu'au point de vue économique ils veulent une société nouvelle, de même ils veulent une société nouvelle au point de vue politique. L'association humaine à forme gouvernementale leur semble résulter de la production capitaliste bourgeoise et à la société de l'avenir ils veulent donner une forme politique de l'avenir. Cette forme est la libre organisation des groupes dont l'existence suppose la disparition de toute société centrale et de tout gouvernement humain.

Le succès du parti anarchiste sera lent, mais certain, d'abord une section anarchiste existait seulement en Alsace-Lor-

raîne. A cause peut-être des stupidités patriotiques, fruit de l'annexion, ce groupe fut sans action sur le mouvement allemand et pour ne pas rester isolé, il envoya son adhésion à la fédération Jurassienne de l'Association Internationale des Travailleurs. Mais un petit journal bi-mensuel, qui paraissait en Suisse, l'Arbeiterzeitung, et qui était anarchiste, pénétra en Allemagne. Les insultes qui l'accueillirent rendirent quelques socialistes curieux de connaître plus exactement ces galeux d'anarchistes qui causaient tout le mal. Bientôt des groupes se fondèrent à Berlin, à Magdebourg, à Leipzig, à Munich . . . etc. Aujourd'hui les anarchistes parlent dans toutes les réunions où l'on veut bien leur accorder la parole, ils vont publier des brochures et l'un d'eux le com. Schuster à Munich a mérité déjà les foudres de l'Université et la colère des tribunaux. Si la majorité excitée contre nous, trompée sur notre compte, nous est encore hostile, un bon nombre d'ouvriers applaudissent nos discours, approuvent nos idées, et entrent dans nos rangs. Presque tous les éléments jeunes viennent à nous, ce qui n'est pas étonnant puisque le socialisme gouvernemental est le passé et que le socialisme anti-gouvernemental est l'avenir.

VARIÉTÉS.

La crise politique en France. son caractère véritable et ses conséquences.

Beaucoup de républicains, — la plupart peut-être, estiment que la crise qu'ils appellent : la crise du 16 mai, est heureusement terminée par la capitulation politique du Maréchal et l'installation du ministère du 14 décembre. A leurs yeux, la forme républicaine peut être considérée comme définitivement établie en France, et Mac-Mahon ne serait plus sur son siège qu'un débris de partis pour toujours vaincus et que le vent de 1880 emportera sans retour. Pour d'autres, — moins nombreux, mais, à notre avis, plus clairvoyants, la soumission du président semble trop complète, trop inattendue, sa persistance à détenir la première magistrature dans des conditions si honteuses pour lui, trop étrange, pour que tout cela ne donne pas à réfléchir. Ils ne considèrent pas la crise comme terminée; ces dates 16 mai, 14 octobre, 14 décembre, sont pour eux avec le 24 mai, de simples épisodes d'une crise plus générale, plus complexe. Le Maréchal leur paraît être une sentinelle laissée à la garde d'un poste important par un parti momentanément battu peut-être, mais résolu à venir de nouveau à la charge après quelques temps de répit, et ils redoutent que bientôt, — demain peut-être, — le mot même de *république* ne soit remis en question.

Ces deux façons d'envisager notre situation politique nous préoccupent, on ne saurait plus. La forme républicaine va-t-elle désormais en France comme en Amérique et en Suisse rester en dehors de toutes contestations, et, dans ce cas, tous les efforts ouvriers vont-ils tendre — par la légalité ou par la force — à dégager de ce mot *république* toutes les conséquences politiques et sociales qu'il contient? Ou verrons-nous tout-à-coup la lutte entre la monarchie et la république nominale reprendre à tort ou à raison le premier plan dans les préoccupations des masses ouvrières?

On comprend s'il est utile pour nous, organisation ouvrière, de bien fixer le caractère de la crise actuelle afin d'en prévoir les conséquences.

Evidemment le caractère de la crise est religieux ou politique. Il est possible que la lutte soit circonscrite; enfermée dans notre territoire; spéciale à la France. Mais, il se peut aussi qu'elle s'étende au-delà de nos frontières; que notre pays ne soit qu'un coin ardent du champ de bataille. Dans le premier cas, le combat est engagé, depuis le 24 mai contre les partisans de la république par les amis coalisés d'Henri V, des princes d'Orléans, de Napoléon IV; dans le second, il se déroule entre tous les libéraux d'Europe et les jésuites du monde, soldats de Pie IX pape et roi. Il s'agit d'une ancienne querelle de famille entre

la république et la monarchie, ou il est question d'une édition moderne du Démêlé historique entre l'Empire et le St. Siège. C'est en France un combat entre deux formes de notre *Etat national*, ou c'est en Europe une lutte entre les différents *Etats nationaux* et l'*Etat clérical universel*. Dans cette dernière hypothèse, on se dispute en France sur la question de savoir quel rôle jouera dans ce duel notre *Etat national français*.

La situation tient tout entière entre ces deux hypothèses. Nous défions qui que ce soit de l'en faire sortir.

Le 24 mai, on pouvait soupçonner que la main cléricale n'était pas étrangère à l'événement qui venait de s'accomplir. Mais cette main restait si habilement cachée dans les coulisses, que chacun ne voyait en scène qu'une querelle entre deux formes de notre Etat national: entre la république et la monarchie. Pourquoi en effet venait-on de renverser M. Thiers? parce qu'il travaillait à l'établissement définitif de la forme républicaine. Où tendaient toutes les tentatives de fusion entre les deux branches dynastiques qui suivirent? naturellement à l'instauration de la monarchie traditionnelle.

A partir de cet instant, si quelques hommes soupçonnèrent que l'intronisation d'un roi n'était que le but apparent et le triomphe du cléricalisme le but réel, le plus grand nombre s'appêta à suivre les péripéties d'une lutte considérée comme purement politique.

Le vote de la constitution républicaine à une voix de majorité, qui survint ensuite; le triomphe de l'idée républicaine dans les élections générales qui suivirent; la chute du ministère Buffet, l'avènement successif de ministères de plus en plus accentués, parut à tous un progrès pour la république. On s'attendait, il est vrai, à voir le sénat par le renouvellement de ses membres inamovibles devenir de plus en plus monarchique, et quand ce résultat fut obtenu on prévint de jour en jour la chute du ministère Jules Simon. Chaque parti s'appropriait naturellement à obtenir la majorité dans le Congrès révisionniste de 1880.

L'action cléricale eut ainsi continué à se tenir cachée dans les pans du manteau monarchique, si les complications européennes qu'amena la guerre d'Orient n'eussent, en apportant aux ultramontains une espérance subite, entraîné ceux-ci à démasquer leurs batteries, et à se placer résolument sur le devant de la scène.

La Russie était aux prises avec la Porte. L'Allemagne disposée à rendre au Tsar les bons services qu'elle en avait reçus pendant la guerre Franco-Allemande, était contenue par la crainte d'une alliance Austro-Anglaise. Le moment semblait bien choisi pour que la France cléricale se jetât sur l'Italie libérale, la saisit à la gorge, et sauvât ainsi „Rome et la France“ par la restauration du pouvoir temporel.

Que fallait-il pour saisir cette occasion aux cheveux. La monarchie? l'empire? Cela n'était pas nécessaire. Il suffisait d'avoir un ministère clérical, une chambre cléricale. Mais le ministère et la chambre, d'accord avec le pays, voulaient résolument la paix. Il devenait donc nécessaire de renverser les ministres, de dissoudre l'Assemblée, de museler le pays et de lui arracher des élections ultramontaines. Tout cela était faisable peut-être; mais, il fallait se hâter! car, en Orient les événements pouvaient se précipiter.

Attendre la chute de Jules Simon de la marche boiteuse des conflits parlementaires était dans ce cas une chose impossible. Un chemin qui parut plus court fut préféré. L'agitation cléricale des évêques commença; l'ordre du jour anti-ultramontain que l'on désirait fut voté par la chambre; et, comme le sénat hésitait à

voter un ordre du jour du jour contre le ministère, la lettre belliqueuse, que chacun sait, fut envoyée par le président de la république à M. Jules Simon. La chambre proteste. Elle est dissoute. Le ministère de Broglie est installé et l'on se prépare à arracher à la France par la candidature officielle une chambre qui veuille voter la guerre.

Mais on n'avait pas compté sur autant de fermeté de la part du pays. Le coup fait, on s'aperçoit que la France a compris où on la voulait mener, et qu'elle résiste. On pensait en finir en deux mois, et pour ne pas être outrageusement battu on est obligé de retarder jusqu'au 14 octobre la date des élections. Rien n'y fait. Le pays d'une part renvoie presque en totalité la chambre dissoute; d'autre part, le moment psychologique est passé. L'Angleterre isolée a dû rester neutre; l'Autriche de gré ou de force obéit à l'alliance des trois empires; la France trouverait l'Allemagne sur son chemin, si elle s'avisait de chercher querelle à l'Italie libérale.

(A suivre.)

Courbet.

Courbet est mort.

Laissons circuler des louanges dithyrambiques dans les colonnes des journaux de la bourgeoisie radicale, et levons les épaules devant ces injures, cachées hypocritement sous un semblant de pitié, qui s'étalent dans les feuilles de la bourgeoisie conservatrice. Dire en deux mots ce qu'a fait Courbet, raconter en deux lignes les résultats déjà visibles de ses actes, cela suffit pour établir solidement sur le piédestal qu'elle mérite la gloire du peintre d'Ornans.

On sait généralement que Courbet a été un grand peintre et les noms de ses toiles principales sont maintenant dans tous les journaux en attendant que, — comme dit le poète, — « son nom ailé » voltige sur toutes les bouches,

Mais ce qu'il faut que l'on sache surtout, c'est que Courbet a été un révolutionnaire: un révolutionnaire dans la république bourgeoise puisqu'il fut membre de la Commune, mais un révolutionnaire, principalement et surtout, dans la république des arts.

C'est lui, Courbet, qui a continué le long combat contre le *légitimisme* de l'École et de l'Institut, c'est lui Courbet, qui a commencé la terrible lutte contre le *romantisme* bourgeois; c'est lui, Courbet, qui a été le révolté contre la tradition, l'officiel, la bureaucratie, le gouvernement de la peinture. C'est avec le couteau dont il se servait que furent portés les plus terribles coups à ce que nous appelons le *vieux jeu*.

Courbet tient de Proudhon.

Et le plus grand mérite de Courbet, — qui fut aussi en politique celui de Proudhon, — est à nos yeux de n'avoir pas créé à son tour, sous le nom de *réalisme*, une école fermée.

Les élèves de Courbet ne le copient pas servilement, ne le postichent pas, ils le développent.

L'école réaliste jette déjà en effet de puissants rameaux. Qu'est-ce donc ces « impressionnistes », ces *fous furieux*, ces *enragés*, comme on les appelle, ces anarchistes de la peinture? ces peintres dont déjà Duranty parle en ces termes :

„Dans la coloration, ils ont fait une grande découverte. . . Cette découverte consiste proprement à avoir reconnu que la grande lumière *décolore* les tons, que le soleil réfléti par les objets tend, à force de clarté, à les ramener à cette unité lumineuse qui fond ses sept rayons prismatiques en un seul éclat incolore, qui est la lumière.

D'intuition en intuition, ils en sont arrivés peu à peu à décomposer la lueur soiaire en ses rayons, en ses éléments, et à recomposer son unité par l'harmonie générale des irisations qu'ils répandent sur leurs toiles. Au point de vue de la délicatesse de l'œil, de la subtile pénétration du coloris, c'est un ré-

sultat tout-à-fait extraordinaire. *Le plus savant physicien ne pourrait rien reprocher à leurs analyses de la lumière.*“

Qu'est-ce donc? sinon une branche vigoureuse de l'école réaliste, vigoureusement poussée par la brèche que Courbet a ouverte?

Une chose seulement manque aux impressionnistes, une chose que les jeunes n'auront garde d'oublier. C'est de repousser cette maxime que l'on prête au plus connu d'entre eux (E. Manet) : « Le sujet n'est qu'un prétexte à peindre » et de le remplacer par celle-ci : « A une forme nouvelle, une idée nouvelle! »

Les jeunes le savent et devant leur pinceau s'ouvre l'inépuisable mine des misères sociales contemporaines.

K.

France. — *Paris.* „Nous ne pouvons pas vous donner des renseignements très précis sur l'agitation qui se produit dans toutes les villes de France à propos des délégations au Congrès de Lyon, mais à Paris l'idée révolutionnaire et collectiviste, — nous pouvons vous l'affirmer — fait de sensibles progrès. Il est même probable que la délégation collective parisienne aura un mandat impératif pour défendre énergiquement ce programme. Vous voyez que depuis le dernier Congrès ouvrier, le prolétariat de Paris a fait du chemin.

Ici les réunions publiques se succèdent. Dans l'une on vote à l'unanimité le principe de la propriété collective. Dans l'autre on décide, à une forte majorité, que l'organisation sociale actuelle ne nous donnant aucun moyen de réaliser notre programme, nous devons combattre cette société dans toutes ses manifestations. Enfin, sur la question même de la participation aux luttes électorales, le programme anarchique a eu gain de cause et la majorité s'est prononcée pour l'abstention.

Il ne faudrait pas conclure de ce qui précède que l'idée opposée n'a pas eu de partisans. Tandis que les uns comme par exemple le directeur de la *Philosophie de l'avenir* parlaient à peu près comme nous à propos de la question politique, d'autres comme les citoyens Buffenoir et Zanardelli se prononçaient pour l'envoi de députés au parlement. Comme je vous le disais plus haut, la majorité ouvrière nous a donné raison.

Résolutions soumises au vote au Congrès socialiste universel de Gand.

(Fin.)

e. Solidarité sur le terrain économique. — „Le Congrès déclare que dans la lutte économique contre les classes possédantes il est nécessaire que l'on fédère internationalement les corps de métiers, et engage ses membres à faire tous leurs efforts dans ce but.“ (Signée: Rodriguez, de Paepé.)

Votée à l'unanimité.

Sixième question. — Création d'un bureau central de correspondances et de statistique ouvrières.

Après avoir décidé la création d'un bureau*), après avoir décidé que ce bureau serait établi par l'entente de toutes les organisations ouvrières qui voudraient prendre part à cette création, après avoir voté que cette *Office* siégerait à Verviers, le Congrès a pris la résolution suivante :

„Chaque fois qu'une des associations qui ont créé l'*Office de statistique et de correspondance* entre les ouvriers socialistes, aura à faire par l'entremise de cette office, une communication entraînant des dépenses, cette organisation devra pourvoir aux frais relatifs à cet objet spécial.“ (Signée: Guillaume, Rodriguez.)

Votée à l'unanimité moins 3 abstentions.

Résolution administrative.

„Le Congrès décide qu'il ne sera pas publié de compte-rendu officiel de ses séances, mais il charge ses secrétaires de communiquer à toutes les associations qui se sont fait représenter, le texte authentique de toutes les résolutions qui ont été mises aux voix et du nombre de voix qu'elles ont obtenues.“

Votée à l'unanimité.

*) Ont voté contre la création de ce bureau les délégués de la Fédération française et ceux de la Fédération italienne.

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

Compte-rendu du 6^e congrès de l'Internationale, tenu à Genève en 1873 fr. —. 60

Compte-rendu du 8^e congrès de l'Internationale, tenu à Berne en 1876 „ —. 60